

# LE FIGARO

lefigaro.fr

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**ANGELA MERKEL**  
LES RAISONS DU SUCCÈS  
ET DE LA LONGÉVITÉ DE LA  
CHANCELIERE ALLEMANDE **PAGE 19**



**FIGARO SANTÉ**  
CANCER : CES SIGNES  
AVANT-COUREURS  
À NE PAS NÉGLIGER **PAGES 10 À 14**

## ÉLECTION

Législative partielle :  
contre le FN, l'UMP  
conserve le siège  
de Baroin **PAGE 5**

## UKRAINE

Obama gêné  
par le soutien du  
Congrès à Kiev **PAGE 6**

## AMÉRIQUE DU SUD

Le Brésil ébranlé  
par un scandale  
de corruption **PAGE 7**

## IRAK

La France pourrait  
envoyer des troupes  
pour une mission

# Immigration : le débat qui bouscule toute l'Europe

François Hollande doit prononcer ce lundi un discours sur ce sujet auquel tous les gouvernements européens sont confrontés, sans être capables d'apporter de réponses communes.

La vague migratoire en Europe atteint sa cote d'alerte. En 2014, au moins 207 000 immigrants ont tenté de traverser la Méditerranée pour rejoindre l'UE, contre 70 000 en 2011. Face à cette déferlante, l'Europe étale ses divi-

sions et son impuissance. Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, critique vertement les projets restrictifs de David Cameron. En Allemagne, selon un dernier sondage, 65 % de la population estiment qu'An-

gela Merkel n'est pas assez attentive aux problèmes nés de l'immigration. François Hollande doit prononcer ce lundi à Paris un discours très attendu sur le sujet. Il n'en avait encore prononcé aucun depuis son arrivée à l'Élysée.

→ L'EUROPE EN ORDRE  
DISPERSÉ FACE À LA  
DÉFERLANTE MIGRATOIRE

→ HOLLANDE TENTÉ DE  
RENOUER AVEC LES VALEURS  
SYMBOLIQUES DE LA GAUCHE

→ EN ALLEMAGNE, L'ESSOR  
DU MOUVEMENT ANTI-ISLAM

→ JUNCKER CRITIQUE  
LES PROJETS DE RÉFORME  
DE CAMERON

→ L'IMMIGRATION, TALON  
D'ACHILLE DE LA SUÈDE

→ L'ESPAGNE AUTORISE  
LES « RECONDUITES À CHAUD »  
PAGES 2, 3, 4, ET L'ÉDITORIAL

Nous observons une augmentation significative, à l'échelle nationale, des infractions xénophobes

HOLGER MÜNCH, PATRON DE LA POLICE CRIMINELLE FÉDÉRALE ALLEMANDE

6

## Français sur 10

se disent opposés au vote des étrangers hors UE aux municipales selon un sondage Odoxa pour i-Télé et *Le Parisien-Aujourd'hui en France*

## L'Allemagne, loin devant les autres pays européens

NOMBRE D'ENTRÉES D'IMMIGRÉS DANS LE PAYS, en milliers

PART DE LA POPULATION NÉE À L'ÉTRANGER (2012), en %

- Plus de 20 %
- De 15 à 20 %
- De 10 à 15 %
- de 5 à 10 %
- Moins de 5 %

207 000

migrants ont tenté de traverser la Méditerranée depuis le début de l'année (contre 70 000 en plein printemps arabe en 2011)

3 419 sont morts

80 % des départs s'effectuent depuis la Tunisie et la Libye pour Malte et l'Italie

Sources : Perspectives des migrations internationales 2014, OCDE et HCR

# L'Europe en ordre dispersé à la déferlante migratoire

En 2014, l'UE a vu tripler le nombre d'immigrants qui ont tenté de franchir la

JEAN-JACQUES MÉVEL @jjmevel  
CORRESPONDANT À BRUXELLES

**VINGT-HUIT** Pauvre Europe ! Ballottée entre ceux qui lui reprochent de fermer les yeux sur une Méditerranée muée en cimetière et tous ceux qui voudraient renforcer les digues contre le « dumping » social, elle zigzague comme un coq sans tête face au déferlement des crises et des migrations.

Si l'on suit l'ONU, le bilan est affligeant : 3 419 migrants ont perdu la vie depuis janvier sur « la route la plus mortelle du monde », celle qui mène principalement des côtes libyennes à l'Italie et à Malte. Après le Pape, qui s'inquiétait d'« une honte pour l'Europe », c'est le

haut-commissaire aux droits de l'homme qui dénonce une indifférence « profondément choquante » face à la souffrance et à l'exploitation.

Mais si l'on inverse la perspective, les gouvernements font face, en ordre dispersé, à une équation électoralement impossible. L'Europe, cernée par un arc de crise qui va de l'Ukraine à l'Afrique de l'Ouest en passant par la Syrie et l'Irak, a vu tripler depuis le début de l'année le nombre de déracinés qui tentent la traversée : 207 000, dont un bon quart de Syriens, contre 70 000 en 2011, l'année du printemps arabe. La misère du monde assiège un continent qui peine à trouver la croissance, à stabiliser le chômage et à freiner la migration interne venue des Balkans.

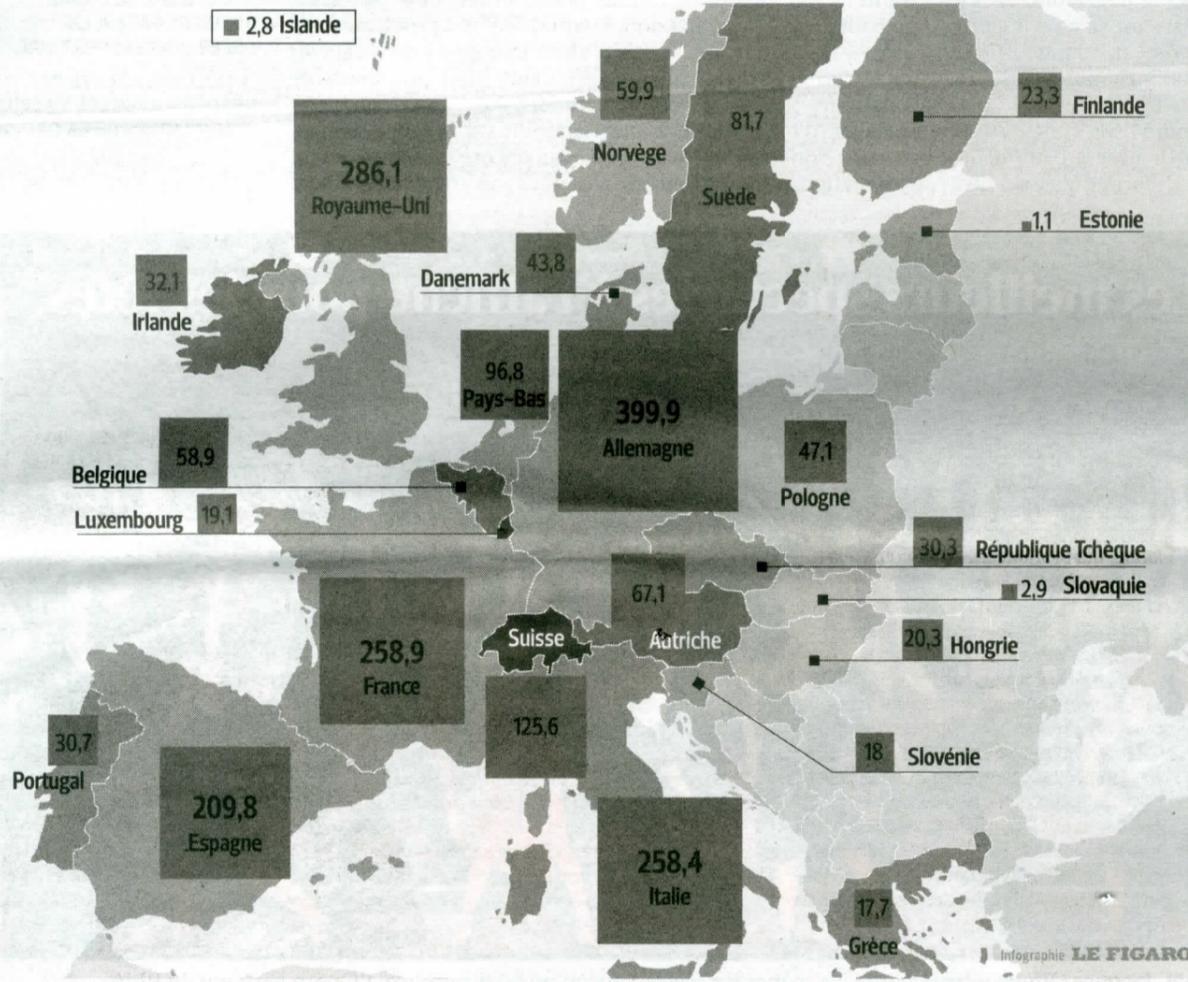
Ceux que les pays du nord et de l'ouest de l'UE considéraient jusqu'ici comme un « problème italien » ont bien déchanté cette année. Contre les immigrants et plus généralement les étrangers, la xénophobie gagne du terrain. En France, six Français sur dix se disent opposés au droit de vote des étrangers hors UE aux élections municipales, proportion inverse de celle observée en 2011, d'après un sondage Odoxa pour i-Télé et *Le Parisien-Aujourd'hui en France*.

En Allemagne, pays qui ne peut se passer de main-d'œuvre étrangère, 65 % des sondés jugent qu'une Angela Merkel par ailleurs plébiscitée devrait être plus attentive aux records d'immigrants et de demandes d'asile, d'après une enquête TNS-Der Spiegel. Même dans la paisible

Suède, la montée de l'extrême droite et du sentiment anti-immigrant se retrouve derrière la paralysie politique du jeune gouvernement de Stefan Löfven.

À l'échelon européen, c'est le Royaume-Uni, pays traditionnellement ouvert, qui a lancé un pavé dans la mare. Sans aller jusqu'à proposer des quotas aux immigrants venus des pays de l'UE, le premier ministre britannique veut restreindre leur accès à l'assistance publique. Un récent arrêt de la Cour de justice de l'UE lui a donné en partie raison : chacun des 28 États peut refuser des aides publiques - mais pas les assurances sociales - à un ressortissant d'un autre pays européen incapable de couvrir ses besoins.

La Cour a du même coup confirmé un principe fondateur : la liberté de circula-



## Juncker critique les projets de réforme de Cameron

FLORENTIN COLLOMP @fcollomp  
CORRESPONDANT À LONDRES

MENAÇANT de quitter l'Europe si le Royaume-Uni n'obtient pas des changements de taille dans les règles de l'immigration européenne, David Cameron a défié ses partenaires lors d'un discours musclé sur la question, le 28 novembre. À moins de six mois des prochaines législatives, le chef du gouvernement britannique ne pouvait éviter de se confronter à ce sujet, l'une des préoccupations prioritaires de son électeurat. D'autant qu'il a complètement échoué à remplir sa promesse de 2010 de diviser par 2,5 le solde migratoire.

### Discrimination sur la base de la nationalité

Il a donc évoqué une série de réformes d'ampleur, destinées à « créer le système le plus intransigent d'Europe pour contrer les abus de la libre circulation » et à « freiner l'afflux exceptionnellement élevé d'immigrés venus du reste de l'UE ». Faute de pouvoir ériger des barrières à l'entrée des Européens, il entend agir sur les facteurs d'attraction qui font du Royaume-Uni une destination privilégiée. Il propose un moratoire de quatre ans avant que les immigrants puissent bénéficier de certaines prestations sociales, comme le crédit d'impôt ou le logement social. Il promet aussi de ne pas laisser entrer d'immigrés sans emploi ou d'expulser ceux qui

n'auraient pas trouvé de travail au bout de six mois, ce qui risque d'enfreindre la liberté de circulation. Ces mesures impliquent une modification des traités européens. Cameron se dit confiant de pouvoir y parvenir. Après avoir reçu un accueil poli dans les capitales européennes, ce programme soulève des critiques. Le gouvernement polonais a fermement réagi, évoquant la « ligne rouge » de la « discrimination sur la base de la nationalité ». Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, a appelé vendredi Cameron à cesser de « faire de la discrimination envers les autres pays juste parce que ça fait bien chez soi de taper sur les autres ».

David Cameron avait pourtant abandonné ses plans les plus controversés un temps évoqués, comme un « frein d'urgence » aux arrivées de nouveaux migrants ou des quotas par pays. Des pistes qui avaient provoqué l'impatience d'Angela Merkel. « Il est légitime que les gouvernements, et c'est le cas ailleurs en Europe du Nord, donnent l'impression de répondre aux inquiétudes de la population », estime Atul Hatwal, de l'association Migration Matters. Même s'il souligne que, comme le savent bien les politiciens, le rôle des aides sociales dans la décision d'immigrer quelque part est marginal. « L'immense majorité des immigrants vient ici pour travailler et contribuer au système », souligne-t-il. ■

## En Allemagne,

NICOLAS BAROTTE nbarotte@lefigaro.fr  
CORRESPONDANT À BERLIN

LES MANIFESTATIONS anti-islam apparues au courant de l'automne en Allemagne ne se limitent plus aux courants d'extrême droite les plus radicaux, mais prennent une ampleur imprévisible. Le mouvement « hooligans contre salafistes », observé à Cologne par exemple en octobre, a laissé la place à un autre type de rassemblement, moins violent, plus populaire et impossible à interdire par les pouvoirs publics. Depuis près de deux mois, des milliers de personnes se rassemblent chaque lundi dans les rues de Dresde, comme le faisaient les foules de la révolution pacifique de l'Allemagne de l'Est en 1989, en utilisant le même slogan qu'à l'époque, « Nous sommes le peuple ! », mais cette fois pour dénoncer « la menace de l'islamisation » du pays. La semaine dernière, ils étaient 10 000. Le phénomène, baptisé « Pegida », d'après l'acronyme allemand pour « patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident », fait tache d'huile : deux manifestations ont été organisées à Düsseldorf, avec quelques centaines de participants. D'autres sont annoncées pour bientôt à Munich, Nuremberg, Magdebourg ou Bonn, l'ancienne capitale, près de Cologne. Les mots d'ordre sont diffusés via Internet, et la page Facebook de Pegida compte déjà près de 50 000 supporters. Selon un sondage publié par le magazine *Der Spiegel*, 34 % des Allemands partagent leur idée d'une « is-

POUR CERTAINS, CE N'EST DÉJÀ PLUS UN SECRET



PHILIPPONNAT

CHAMPAGNE

OÙ LE TERROIR REVIT

En faisant le choix de travailler les sols naturellement, de sarcler à la main et de labourer avec des chevaux de trait, Philipponnat préserve son terroir multi-centenaire, si précieux et fragile. [www.philipponnat.com](http://www.philipponnat.com)

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



## Avec la thématique de l'immigration, Hollande est tenté de renouer avec les valeurs symboliques de la gauche

SOLENN DE ROYER @sderoyer

### Méditerranée.

tion dans l'UE, au même titre que celle des biens et des capitaux. « Il faut arrêter - notamment en Grande-Bretagne - de faire de la discrimination contre d'autres pays de l'UE », réplique Jean-Claude Juncker, président conservateur de la Commission européenne.

Après dix ans de paralysie, le nouveau « gouvernement » de l'Europe a du pain sur la planche, avec des moyens limités en droit comme en budget. Pour contrer les démagogues, l'équipe Juncker ambitionne de coucher rapidement sur le papier une « stratégie » migratoire qui intègre toutes les dimensions du problème, à l'image des États-Unis : le vieillissement des Européens, la pérennité des régimes sociaux, la libre circulation et des contrôles fiables à la frontière commune. ■

C'EST LA RÉPONSE du berger à la bergère. François Hollande prononcera lundi soir son premier discours sur l'immigration depuis son arrivée à l'Élysée, à l'occasion de l'inauguration de la Cité nationale de l'immigration, sise porte Dorée à Paris et présidée par l'historien Benjamin Stora (lire ci-dessous). Un discours sur lequel le chef de l'État a longuement travaillé dimanche, après être rentré dans la nuit d'un déplacement surprise dans le Lot samedi. Il devait encore y travailler lundi. Si l'Élysée s'en défend, il s'agit bien d'une réplique directe à Nicolas Sarkozy, nouveau président de l'UMP.

Une réplique symbolique d'abord. Enlisé dans la polémique sur les tests ADN (pour les candidats au regroupement familial), l'ancien chef de l'État avait refusé, il y a sept ans, d'inaugurer ce musée de l'immigration voulu par Jacques Chirac. Le jour de l'ouverture de la Cité au public, en 2007, François Hollande, alors premier secrétaire du PS, avait visité le musée en regrettant les occasions manquées par la droite de rassembler le pays. « Nous devrions tous être rassemblés pour une forme de reconnaissance de ce qu'est la France aujourd'hui », avait-il lancé. Revenir sur l'histoire de l'immigration, c'est enrichir le pacte national. »

François Hollande se saisit de cette thématique de l'immigration, délaissée depuis deux ans et demi, au moment où Nicolas Sarkozy renoue avec un discours très ferme sur les questions migratoires. En octobre, lors d'un meeting à Nice, l'ancien chef de l'État avait notamment estimé que l'immigration « menaçait notre façon de vivre ». Du pain béni pour Hol-

tion », estime un conseiller.

Si le chef de l'État a utilisé la longue séquence commémorative autour des deux guerres mondiales pour rendre hommage au sacrifice des soldats venus des colonies, c'est la première fois qu'il évoque ce sujet depuis 2012. Prisonnier d'un discours très économique, Hollande a très peu abordé les thématiques de la République, de la laïcité ou du vivre-ensemble, pourtant chères à la gauche. « Hollande réalise qu'il y a un ras-le-bol du débat économique et qu'il peine à convaincre les uns et les autres (la droite et la gauche, NDLR) sans résultats », note un poids lourd de la majorité.

Ce « discours de valeurs », dit-on à l'Élysée, sera donc aussi une occasion de s'adresser enfin à l'électorat de gauche. « Il va renvoyer la droite à son clin d'œil vis-à-vis du FN et en profitera, avec un discours humaniste, pour draguer le centre », veut croire un dirigeant PS.

S'il ne pourra pas échapper au droit de vote des étrangers, l'une de ses promesses de campagne, Hollande ne relancera pas pour autant le processus institutionnel. « On ne va pas se mentir, il n'y a pas de majorité pour faire passer ce texte », lâche un proche du président. Dans son entourage, certains lui suggèrent cependant

de marquer le coup sur un sujet symbolique à gauche, en le replaçant au cœur du débat public. En proposant un débat parlementaire sans vote, par exemple, ou en confiant une mission à des élus, comme ce fut le cas sur la fin de vie.

Dimanche soir, le curseur sur ce point n'était pas fixé. Au PS, beaucoup regrettent que le relatif silence présidentiel sur le droit de vote ait été suivi d'un retournement de l'opinion. Selon un sondage Odoxa pour *Le Parisien*, six Français sur dix sont contre le droit de vote des étrangers, alors qu'ils étaient 61 % à y être favorables en 2011. ■

### Un musée très politique qui n'a jamais été inauguré

Inaugurer un musée ouvert depuis sept ans ? Le geste présidentiel paraît, au minimum, décalé. Mais il renvoie à l'histoire compliquée, voire douloureuse, de cet établissement qui dans les faits, n'a jamais été inauguré de manière officielle. Le principe d'un Musée de l'immigration a été arrêté par Lionel Jospin, en 2001. « Nous voulions inscrire l'histoire de l'immigration et des étrangers dans un monument parisien, et donc dans la culture légitime » explique Luc Gruson, son directeur. Le lieu ouvre ses portes en octobre 2007, dans un climat passionnel : le Parlement envisage d'instaurer des tests ADN lors

des regroupements familiaux, avec l'assentiment du ministère de l'Immigration. Ce dernier exerçant la tutelle conjointe du musée, des membres du conseil scientifique démissionnent. Exit toute cérémonie officielle. En mars 2009, une nouvelle tentative est organisée. Mais elle échouera à nouveau. Eric Besson, dont la politique à la tête du ministère de l'Immigration est contestée, essuie une telle bronca sur place qu'il ne parvient pas à prononcer le moindre discours. Il est finalement « exfiltré » par le service d'ordre. En octobre 2010, c'est le coup de grâce pour cette maison décidément très

politique. Cinq cents sans papiers occupent les lieux. Le gouvernement, qui veut éviter des images télévisées d'expulsions par des CRS, met quatre mois à régler le problème. Déroulé par toutes ces polémiques, le public boudera longtemps les expositions du Palais de la porte Dorée, pourtant d'un bon niveau. Depuis, les choses se sont apaisées. Mais les équipes du musée ont compris le message. La muséographie a notamment été recentrée sur l'histoire de l'immigration, les débats d'actualité étant désormais traités dans des tables rondes ou des conférences.

CLAIRE BOMMELAER

« L'immigration ne doit pas être un sujet tabou mais un sujet majeur, car cela menace notre façon de vivre »

NICOLAS SARKOZY, LE 21 OCTOBRE 2014

lande, qui prononcera un discours à la tonalité très présidentielle, dans lequel il vantera au contraire les apports de l'immigration à la France. Il dira la « fierté » d'être l'une des plus vieilles terres d'immigration d'Europe. Et reviendra sur l'histoire du musée, moyen de raconter l'histoire du pays et de son peuplement.

Le président parlera aussi d'asile, de citoyenneté et d'intégration, de naturalisation, du racisme et de l'antisémitisme, du vivre-ensemble. « Il laissera entendre qu'il y a ceux qui protègent et ceux qui stigmatisent », indique un poids lourd de la majorité. « Aujourd'hui, on ressent un besoin d'apaisement sur la question de l'immigra-



À Menton, en 2011, à la frontière italienne, des policiers français appréhendent un migrant tunisien qui tentait de pénétrer sur le territoire français. SIMONE DONATI/TERRAPROJECT/PICTURE TANK

### L'essor des courants anti-islam

lamisation croissante en Allemagne ».

Sous couvert d'une dénonciation de l'islam radical, incarné par l'État islamique en Irak et au Levant ou par les mouvements intégristes salafistes en Europe, Pegida a contribué à libérer la parole en Allemagne pour rejeter l'immigration musulmane et la politique du droit d'asile du pays. « Ici, à Berlin, il y a de plus en plus d'étrangers. Ils n'ont pas la même mentalité que nous. Ils ne cherchent pas à s'intégrer », explique Susanne. Cette Berlinoise âgée d'une cinquantaine d'années travaille « tous les jours » dans son petit magasin et s'emporte contre « ce gouvernement de

record de 200 000 réfugiés. Selon un autre sondage, 65 % des Allemands estiment que le gouvernement ne prend pas assez en considération leurs inquiétudes en matière d'immigration.

Face à cette colère, le gouvernement hésite encore sur la manière de réagir. « Il n'y a pas de menace d'islamisation de notre pays », a déclaré vendredi le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, en cherchant à répondre rationnellement aux préoccupations des manifestants de Pegida. La veille, il avait au contraire montré de la compréhension face à un mouvement qui « témoigne d'une inquiétude face aux défis de notre temps ». Prudente, comme à son habitude, Angela Merkel ne s'est pas exprimée directement. Par la voix de sa porte-parole, la chancelière a condamné sévèrement ces tendances, et elle a mis clairement en garde Pegida : « Il n'y a pas de place en Allemagne pour l'islamophobie, l'antisémitisme ou toute forme de xénophobie. »

Alors que Pegida est dénoncé presque unanimement par la classe politique, le mouvement protestataire antieuropéen AFD en a profité cette semaine pour exprimer son soutien aux manifestants de Dresde, dont font d'ailleurs partie beaucoup de ses électeurs. L'AFD s'est contenté de prendre ses distances vis-à-vis des mouvements néonazis qui soutiennent Pegida. « On ne peut pas les empêcher de manifester avec nous », ont expliqué les organisateurs de la manifestation. À Dresde, la police a notamment identifié quelque 250 hooligans violents parmi les manifestants. ■

« Il n'y a pas de menace d'islamisation de notre pays »

THOMAS DE MAIZIÈRE

merde ». Elle voit d'un bon œil des mouvements comme Pegida. « Nous, les Allemands, quand nous sommes dans un pays arabe, on en respecte les règles. Ils devraient faire la même chose. Mais tout de suite, quand on dit quelque chose, on nous traite de nazis », regrette-t-elle. « Le problème, ce sont ces immigrés qui profitent de notre hospitalité. Ils vont nous faire perdre cette qualité de vie allemande. Je ne dis pas tout de suite, mais dans trente, quarante ans. Ils font plus d'enfants que les Allemands. Ils vivent grâce à mes impôts. » Cette année, l'Allemagne devrait accueillir un chiffre

ALIMENTÉE PAR L'ÉNERGIE SOLAIRE

TISSOT TOUCH EXPERT SOLAR. MONTRE TACTILE ALIMENTÉE PAR L'ÉNERGIE SOLAIRE OFFRANT 20 FONCTIONS DONT LE BAROMÈTRE, L'ALTIMÈTRE ET LA BOUSSOLE. INNOVATEURS PAR TRADITION.

TISSOTSHOP.COM

BOUTIQUES TISSOT

76, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - 75 008 PARIS  
ATELIER TISSOT, GALERIE DES ARCADES, 76, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - 75 008 PARIS  
LES 4 TEMPS, NIVEAU 2 - 92 092 PARIS LA DÉFENSE

\*MONTRES SUISSES DE LÉGENDE DEPUIS 1853

# L'immigration, talon d'Achille de l'exécutif suédois

Le parti d'extrême droite Démocrates de Suède (SD) est parvenu, début décembre, à faire tomber le gouvernement et à provoquer des élections législatives anticipées.

JULIE CONNAN @JulieConnan  
ENVOYÉE SPÉCIALE À STOCKHOLM

JADIS une force mais désormais une faiblesse, la question de l'immigration a indirectement eu raison du jeune exécutif suédois il y a quinze jours. En votant contre le budget de la majorité et pour celui de l'opposition, le parti d'extrême droite Démocrates de Suède (SD) a forcé le premier ministre social-démocrate Stefan Löfven, mis en minorité, à convoquer des élections anticipées pour le 22 mars.

À l'origine de cette crise politique inédite, un chantage autour de la problématique migratoire : fort de ses 13 % aux législatives de septembre et de son 3<sup>e</sup> rang, le parti anti-immigration a menacé de rendre le pays ingouvernable si le pouvoir n'adoptait pas une politique plus ferme et moins généreuse en la matière, à l'instar du voisin danois, en réduisant notamment de 90 % le nombre de demandeurs d'asile.

Le SD, allié du FN et partenaire d'Ukip au Parlement européen, compte faire du scrutin de mars « un référendum sur l'immigration », prévient son président par intérim. Mattias Karlsson espère ainsi surfer sur l'hostilité d'une partie de l'opinion face à l'afflux croissant d'immigrés. « Superpuissance humanitaire », selon l'expression de l'ex-premier ministre conservateur Fredrik Reinfeldt, la Suède a le nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés par habitant le plus important au monde, d'après l'OCDE.

Le pays, où 12,5 % des 9,7 millions d'habitants sont nés à l'étranger, a vu successivement s'installer dans les années 1960 des immigrants économiques de l'Europe du Sud, puis les réfugiés politiques à partir des années 1970 jusqu'à aujourd'hui, avec les populations qui fuient guerres et dictatures moyennes-orientales. En 2014, selon l'Ofpra, les demandes d'asile ont augmenté de 80 %

en Suède. « Notre histoire fait que nous sommes un pays d'immigration. Sur le long terme, c'est un remède au déficit démographique. Sur le court terme, c'est un défi », reconnaît Mikael Damberg, ministre de l'Innovation et des Entreprises.

## Un modèle fissuré

Car à l'heure où le modèle suédois d'État-providence se fissure, la tradition d'accueil du pays aussi. « Il est plus difficile de trouver son premier emploi et de réussir en Suède avec un nom étranger », témoigne Alan Mamedi, ingé-

nier prodige suédois d'origine iranienne, cofondateur de Truecaller, un réseau social d'utilisateurs de mobile qui compte 100 millions d'adeptes dans le monde. « Je me sens offensé que 10 % de la population estime que je n'ai pas le droit d'être ici », ajoute le trentenaire, qui fait travailler 60 employés de toutes les nationalités. Souvent pointée du doigt, l'intégration des immigrés, qui ne disposent pas toujours des qualifications requises et parlent mal le suédois. Selon Riksbank, la Banque de Suède, les immigrés représentent, avec les jeunes,

environ la moitié des 9 % de chômeurs du pays.

Pour que le débat ne soit pas confisqué par le SD, quatre anciens ministres conservateurs ont récemment lancé un appel dans la presse pour élargir le débat sur l'immigration, et forger « une politique responsable sur les réfugiés ». D'après une récente enquête du German Marshall Funds, 60 % de la population soutient la politique d'immigration en Suède, mais 65 % des personnes interrogées pensent que les immigrés s'intègrent mal dans la société. ■



Des réfugiés de différentes nationalités pris en charge en février dernier par des organisations suédoises dans un centre d'accueil à Skebo Herrgård, au nord-est de Stockholm. ROB SCHOENBAUM/POLARIS / STARFACE

## L'Espagne autorise les « reconduites à chaud »

MATHIEU DE TAILLAC @mdetaillac  
MADRID

PUISQU'AUUCUNE clôture ne semble assez haute pour empêcher les migrants de passer, autant faciliter les reconduites à la frontière. Tel est le raisonnement qui semble avoir inspiré la politique migratoire du gouvernement espagnol, qui contrôle les seules frontières terrestres entre l'Europe et l'Afrique. À Ceuta et Melilla, deux enclaves espagnoles sur le territoire marocain, des milliers de migrants africains tentent chaque année de franchir des clôtures toujours plus hautes, mieux équipées... et plus dangereuses.

Dans le texte de la très polémique Loi de sécurité citoyenne, adoptée jeudi dernier par le Congrès des députés (la Chambre basse), une disposition a fédéré contre elle l'opposition de gauche, les ONG de défense des droits de l'homme et l'Église catholique. L'article prévoit de légaliser des pratiques qui jusque-là étaient considérées contraires à la législation espagnole et aux normes européennes. Les *devoluciones en caliente* (reconduites à chaud) pratiquées par la police et la garde civile consistent à remettre aux autorités marocaines les migrants juste après qu'ils ont posé le pied sur le sol espagnol. Une conduite a priori incompatible avec le droit à recevoir le conseil d'un avocat, à demander l'asile ou la protection spéciale due aux mineurs.

### Critiques de l'Église

Le ministre de l'Intérieur récuse le terme de « reconduite à chaud » et lui préfère celui de « rejet à la frontière ». Selon la théorie du ministre, Jorge Fernández Díaz, les migrants entrent en Espagne non pas quand ils passent les clôtures de Ceuta et Melilla mais lorsqu'ils franchissent le cordon policier.

Face aux critiques de l'Église, dénonçant une loi qui « augmente la souffrance des migrants sans faire diminuer leurs arrivées », Fernández Díaz a revendiqué la valeur de la laïcité. Une première pour un responsable public connu pour son catholicisme militant et pour avoir concédé la médaille d'or du mérite policier à la statue d'une vierge andalouse.

### Lames de rasoir

Malgré l'installation d'une deuxième puis d'une troisième ligne de barrières, l'implantation de caméras de surveillance et même l'ajout de lames de rasoir, 28 000 personnes sont parvenues à rentrer sur le territoire espagnol au cours des dix dernières années. En dépit d'investissements colossaux - 140 millions d'euros au cours des 15 dernières années, selon les calculs du journal *El País* -, le mouvement s'intensifie. Les images des tentatives massives de passage choquent une opinion publique déjà émue par les arrivées de bateaux de fortune sur les côtes de la Péninsule et dans les îles Canaries. Impuissant, le gouvernement espagnol s'exaspère de l'inaction des institutions européennes qu'il juge promptes à donner des leçons d'humanité. ■

## « L'hypocrisie du nord de l'Europe »

Amnesty International et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ont manifesté leurs inquiétudes après le vote du Parlement espagnol de l'amendement permettant aux forces de sécurité de renvoyer les personnes tentant de franchir la barrière frontalière entourant les enclaves espagnoles de Ceuta

## L'Italie passe de « Mare Nostrum » à « Triton »

RICHARD HEUZÉ  
ROME

PLUS de cent mille immigrés secourus en mer, 558 interventions, 728 trafiquants arrêtés et six navires arraisonnés, mais aussi 2137 noyés et disparus en mer : tel est le bilan de l'opération « Mare Nostrum » dressé par le ministre de l'Intérieur, Angelino Alfano.

Commencée le 18 octobre 2013, l'opération menée en Méditerranée par la marine italienne a officiellement pris fin à la mi-octobre. L'Europe a pris la relève avec son opération baptisée « Triton » placée sous le commandement de Frontex, l'agence européenne de surveillance en mer. « Triton » engagera six navires et trois avions. Elle coûtera 3 millions d'euros par mois, un tiers de « Mare Nostrum ».

Matteo Renzi aurait sans doute préféré poursuivre cette opération humanitaire qui a souligné la capacité d'intervention de l'Italie. Le 2 juillet dernier à Strasbourg, il avait appelé l'Europe à venir en aide à son pays en contribuant aux coûts et à la logistique de l'opération. Il n'a guère été entendu et la présidence européenne de l'Union n'a pas posé le drame des immigrés au

centre de ses priorités.

« Mare Nostrum » s'est heurtée à un feu croissant de critiques. Le berlusconien Maurizio Gasparri l'a appelé un « aspirateur à clandestins » et les forces populistes très fortes en Italie ont mené une campagne virulente : Beppe Grillo (Mouvement 5 étoiles) a appelé à « rejeter les immigrés à la mer », Matteo Salvini (Ligue du Nord) à « les renvoyer chez eux ». Quant à l'ultradroite, elle a multiplié les manifestations violentes devant les foyers d'accueil de capitale, tabassant sans ménagement plusieurs Africains. Rome compte une centaine de foyers hébergeant 45 000 immigrés.

### Une étape

L'intolérance s'est accrue ces dernières années, avec l'augmentation exponentielle du nombre des immigrés. Les étrangers étaient 321 000 lors du premier recensement d'étrangers en 1981 et 1 344 889 en 2001, selon l'Institut de la statistique Istat. Eurostat en dénombre aujourd'hui 4,8 millions, autant qu'en Grande-Bretagne. Et l'OCDE a compté 258 400 nouvelles arrivées d'immigrés en 2013.

Le Parlement a aboli en juillet dernier le délit d'immigration clandestine assorti de peine de prison. Et les autorités ont exclu de rapatrier de force les immigrés vers les théâtres de guerre du Proche-Orient et de la Corne de l'Afrique, Syriens, Palestiniens, Érythréens et Somaliens constituant la majorité des nouveaux arrivants. Quelques retours forcés ont bien été organisés vers la Tunisie et le Maroc, pays avec lesquels l'Italie a passé des accords de réintégration. Cela ne va guère au-delà. De même les autorités n'exigent pas de prendre les empreintes digitales des clandestins refusant de décliner leur identité. Pour la plupart, l'Italie ne constitue pour eux qu'une étape vers l'Europe du Nord. ■



« Nous sommes un pays d'immigration. Sur le long terme, c'est un remède au déficit démographique. Sur le court terme, c'est un défi »

MIKAEL DAMBERG, MINISTRE SUÉDOIS DE L'INNOVATION ET DES ENTREPRISES

## DES SYRIENS DANS LES RUES D'ATHÈNES

« La situation en Grèce a tout d'une crise humanitaire. »

Ce cri d'alarme est venu du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, il y a quelques semaines. Selon l'organisation internationale, l'afflux de migrants a augmenté de 223 % en 2014 par rapport au chiffre de l'an dernier. La grande majorité de l'immigration clandestine d'Europe passe par la Grèce et les autorités sont débordées. Depuis quelques mois, le manque cruel d'infrastructures fait rage et les migrants, souvent des réfugiés venus de Syrie ou d'Irak, errent dans les rues d'Athènes, arrivant dans des embarcations de fortune, par les dizaines d'îles bordant la frontière avec la Turquie. De plus en plus de familles, avec nourrissons ou enfants, sont piégées dans la capitale grecque et n'ont plus espoir de trouver un meilleur avenir en Europe. Quelque deux cents réfugiés syriens ont campé devant la place centrale du Parlement grec, pendant deux mois, pour protester contre cette situation des plus précaires, mais aucune réponse ne leur a été fournie.

A. K. (A ATHÈNES)